

19

OCTOBRE • NOVEMBRE • DÉCEMBRE 2022



BP-PP | B-02307  
BELGIE(N)  
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X,  
N° d'agrégation : P201042  
Adresse de l'expéditeur :  
Rue Coenraets, 68  
1060 Bruxelles

# SOLSCOOP

Éditrice responsable : Veronique Wemaere | rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

PORTRAIT  
 HOMMAGE À  
 UN MILITANT INFATIGABLE  
 FOCUS SUR  
 COLOMBIE, COMMENT PARVENIR  
 À UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ?  
 BRÈVES  
 • UNE MISSION POLITIQUE EN COLOMBIE  
 • PARTENAIRES AU SÉNÉGAL : DES COMPÉTENCES  
 POINTUES EN INTERNE  
 • MOBILISATION POUR LA SORTIE DU TRAITÉ DE  
 LA CHARTE DE L'ÉNERGIE (TCE)



DRUK - DRUK  
 IS NIET AITILI  
 GOED-GO  
 JE  
 PAR  
 ed.



Abdellah Zaâzaâ / Ph. Bilal Mousjid



**SOLSOC** est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -  
1060 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 505 40 70  
Email : info@solsoc.be  
CCP : BE42.0000.0000.5454

facebook.com/SolsocASBL  
twitter.com/Solsoc

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Estelle CEULEMANS • Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur·rice·s : Alex ARNOLDY, Jacques BOURGAUX, Tangui CORNU, Delphine HOUBA, Paul JAMMAR, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, François MARLIER, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie VAN ERPS

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be  
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles  
n°19 octobre–novembre–décembre 2022



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



## ► É D I T O

### TROP DE MATCHS SANS VICTOIRE

Alors que la Coupe du Monde au Qatar fait la une d'une actualité mitigée, il est difficile de ne pas questionner l'efficacité de notre action visant à promouvoir la justice sociale et les droits humains.

En 2022, il y a encore beaucoup de parties à jouer pour atteindre cet idéal commun. Si cette fin d'année nous invite à la remise en question, il ne faudrait pourtant pas oublier les rencontres du quotidien qui renforcent notre engagement et nous rappellent subtilement sa légitimité.

En Colombie, nous avons été inspirés par les témoignages des jeunes, des communautés paysannes et des travailleur·euse·s. Dans un pays dominé par la violence et les inégalités, leurs yeux sont rivés sur le nouveau président de gauche, Gustavo Petro. Il faut dire qu'ils et elles ont toujours été leurs propres défenseur·euse·s.

À Bruxelles, l'hommage rendu à Abdellah Zaâzaâ a également marqué les esprits. Lui qui a consacré une partie de sa vie à faire rebondir la démocratie et la citoyenneté dans les quartiers populaires du Maroc, a laissé une empreinte forte. Ces combats de première ligne sont bien moins glorifiés qu'une finale de foot. Comme la construction des stades, ils ont un coût humain exorbitant, pourtant la liberté et la sécurité ne sont pas des monnaies.

Supportrice de ces luttes, c'est avec une détermination inchangée que l'équipe de Solsoc s'engage vers la nouvelle année.

Estelle Ceulemans, Présidente

## ► P O R T R A I T

### HOMMAGE À ABDALLAH ZAÂZAÂ, UN MILITANT INFATIGABLE

Samedi 22 octobre 2022, à Berchem-Sainte-Agathe, l'association belgo-marocaine Na'Oura a co-organisé avec Solsoc une conférence-débat, sur la démocratie locale, en hommage à Abdellah Zaâzaâ, personne clé dans la création du Réseau des associations de quartier du grand Casablanca, RESAQ, partenaire de Solsoc au Maroc à partir de 2003. Abdellah Zaâzaâ, militant de gauche du mouvement marxiste-léniniste marocain a été arrêté en 1975 pour ses idées, et a passé 14 ans en détention. Abdellah Zaâzaâ, enfant du quartier, a consacré sa vie à la lutte contre la tyrannie du régime d'Hassan II, pour l'avènement d'un Maroc démocratique, laïc, de justice sociale et de solidarité. Partisan de la démocratie locale, il a mis en pratique, une approche de travail associatif de proximité qu'il défendait parce qu'elle touche toutes les citoyen·es, surtout ceux·celles des quartiers les plus défavorisés, les femmes comme les hommes, les jeunes et les âgés. Les citoyen·es se concertent, se mobilisent et prennent le contrôle de leur quartier. Avec la collaboration des autorités locales, ils·elles améliorent la cohésion sociale. Pour Abdellah Zaâzaâ, c'est la première étape de construction d'un Etat de droit.

Les compagnons de lutte d'Abdellah Zaâzaâ ont rappelé avec beaucoup d'émotion, qu'Abdellah était menuisier, aussi habile avec les matériaux qu'avec sa pensée. Son travail était d'embellir le cadre de vie et le quotidien des citoyen·es, de rendre le laid beau, et c'est ce qu'il faisait avec la vie de ses compatriotes nous explique Driss Benyoussef, son compagnon de cellule. Dans la prison où ils étaient détenus, Abdellah Zaâzaâ avait créé un véritable jardin fleuri.

A sa sortie de prison, il est élu conseiller municipal de son quartier Derb Sultan. Il abandonne la politique partisane et se centre sur les besoins des habitants. Il pensait le monde avec les citoyen·es. Abdellah Zaâzaâ était visionnaire, précurseur, révolutionnaire. Avec les camarades du RESAQ, il a diffusé l'approche du travail de proximité dans 9 quartiers mobilisant associations, familles, jeunes, femmes, personnes âgées, travailleuses à domicile et marchands ambulants.

Les acteur·trices associatif·ves marocain·es et bruxellois·es présent·es ce jour-là ont salué l'homme, son action et veulent marcher dans ses pas.

« Je rêve qu'un jour une constitution démocratique reconnaisse que le rôle des associations est la promotion du sens critique des citoyens. Je rêve que les mouvements sociaux du pays mettent en échec la politique makhzénienne, car pousser les gens à interioriser la peur, si elle retarde la démocratisation, ne fait qu'alimenter et renforcer les conditions de la lame de fond qui éclatera sous forme d'émeutes violentes de vastes couches de la société.

Je rêve qu'un jour on arrivera à mettre fin au pillage des richesses par une équitable répartition des richesses. C'est parfois désespérant, mais je continue et continuerai comme d'autres à croire qu'un Autre Monde est possible ».

Abdellah Zaâzaâ, 2009, journal hebdomadaire « Le Maroc ausculté par la société civile »



## ► FOCUS SUD

# COLOMBIE, COMMENT PARVENIR À UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ?

**Ce pays, construit sur des injustices fondamentales, connaît un conflit armé et une violence politique énorme. A présent, les citoyen-ne-s et les partis progressistes veulent avancer vers la paix et la justice sociale. Cependant, les obstacles sont nombreux et les solutions complexes.**

22 octobre 2022, Bogotá. Trois collègues de Solsoc débarquent avec une délégation politique pour une semaine de rencontres avec des organisations de la société civile et des politiciens. Le groupe est composé de Christophe Lacroix, député fédéral socialiste, Yannick Minsier, conseiller diplomatique du Vice-premier ministre Dermagne, Géraldine Georges et Wahed Eddyani, collaborateurs du Groupe PS à la Chambre et au Sénat, Anaïs Geudens, Présidente des MJS et Alex Arnoldy, Secrétaire exécutif du CWBCI. La mission est accompagnée par les deux partenaires associés de Solsoc, ATI et IPC. En Colombie, un changement politique important vient de se produire : le premier gouvernement de gauche de l'histoire du pays est entré en fonction le 7 août, emmené

par Gustavo Petro. Son plus grand projet est d'établir la « paix totale » dans un pays impacté par soixante années de conflits armés. Nous nous demandons quelles en sont les implications et comment soutenir ce processus.

### UNE VOLONTÉ POLITIQUE, ENFIN !

En 2016, les FARC signent un accord de paix avec le gouvernement de Juan Manuel Santos. Mais son successeur, Ivan Duque n'a fait aucun effort pour le mettre en œuvre. De plus, la Colombie compte encore une cinquantaine de guérillas, paramilitaires et groupes criminels. Les députés du Pacto Histórico que nous rencontrons nous exposent le plan de « paix totale ».

Dans un premier temps, il faudra signer d'autres accords avec les autres groupes armés. Mais cela implique un processus de soumission à la justice car il n'y aura plus d'amnistie totale. Il faudra déclarer ses actes et dénoncer ses co-auteurs ou commanditaires, ce qui n'est pas évident. Dans certaines zones, l'establishment local a conclu des alliances avec le paramilitarisme pour prendre le contrôle. Et quand les économies illicites comme le narcotrafic y sont mêlées la difficulté de parvenir à la paix durcit d'un cran.

### RESTITUER ET REDISTRIBUER LES TERRES

Une des causes structurelles du conflit armé est l'injustice liée à la concentration



des terres. Pire, le sénateur Ariel Ávila nous explique « ceux qui ont gagné la guerre sont les élites rurales latifundistes qui se sont retrouvées avec 6 millions d'hectares de terres spoliées aux petits paysans ».

Pour rétablir la justice, deux processus sont à mener de front. D'une part, l'Etat devra acheter et mettre des terres à disposition de familles paysannes qui n'en ont pas. D'autre part, les terres qui ont été spoliées devront être restituées.

Ces procédures de restitution sont longues et font peser un risque énorme aux réclameurs de terre. Les habitants de La Teca à Turbó, dans la région d'Urabá, nous racontent la peur au ventre et la voix basse comment les narcoparamilitaires du coin les ont forcés à vendre leurs terres, à un prix dérisoire, à l'entreprise bananière Uniban.

Certains membres de la communauté ont été tués et d'autres continuent d'être menacés. Au bout du village, on comprend mieux lorsque l'on découvre un port privé d'où partent les caisses de bananes, parfois agrémentées de cocaïne, direction Anvers.

### LES GRANDES ENTREPRISES, LE PREMIER POUVOIR ?

La Colombie symbolise parfaitement le capitalisme sauvage. Les entreprises agroalimentaires pratiquent les monocultures intensives, détruisant l'environnement et exploitant les travailleuse-s. Les syndicalistes du secteur témoignent : dans des métiers proches de l'esclavage, l'accès aux soins et à la sécurité sociale est nul et la contestation est réprimée par des renvois, des menaces et des meurtres.

Les gouvernements précédents ont favorisé l'arrivée de multinationales minières comme AngloGold Ashanti, au mépris des communautés paysannes, indigènes et afrocolombiennes présentes dans les zones. Les désastres environnementaux se multiplient. A Jericó, celles et ceux qui ont résisté au projet d'extraction de cuivre et d'or de l'entreprise sud-africaine nous expliquent les stratégies vicieuses de corruption et de propagande employées pour rallier la population.

Petro entend freiner les projets miniers et établir des relations commerciales plus saines en

révisant les traités de libre-échange. Il n'aura pas que des amis.

### QUE FAIRE EN BELGIQUE ?

Il y a encore de nombreux défis pour avancer vers plus de justice sociale en Colombie. Combattre la pauvreté, l'impunité, donner des perspectives d'éducation et d'emploi à la jeunesse, lutter contre le racisme, le patriarcat et les violences faites aux femmes. Luz Munera, députée, affirme « parler de paix totale sans changer les conditions de vie des Colombien-ne-s est un mensonge ». Les participant-e-s à la mission quittent la Colombie avec une colère saine, qui nourrit l'envie de soutenir les organisations syndicales et paysannes, de soutenir les processus de paix, de protection des défenseur-euse-s des droits humains, de révision des accords économiques. Mais plus qu'un soutien, exiger de nos entreprises qu'elles respectent les droits humains et les droits environnementaux apparaît comme une évidence. C'est pourquoi nous continueront à faire pression pour que la Belgique se dote d'une loi ambitieuse sur le devoir de vigilance des entreprises.

## ► B R È V E S

### UNE MISSION POLITIQUE EN COLOMBIE

Du 22 au 29 octobre, Solsoc a organisé une mission politique en Colombie. Avec nos partenaires colombiens ATI et IPC, nous avons accompagné une délégation formée par le député fédéral Christophe Lacroix, la collaboratrice du Groupe PS à la Chambre - Géraldine Georges, le conseiller diplomatique du Vice-premier ministre Pierre-Yves Dermagne - Yannick Minsier, le collaborateur du groupe PS au Sénat - Wahed Eddyani, la présidente des Jeunes Socialistes - Anaïs Geudens ainsi que le secrétaire exécutif du CWBCI - Alex Arnoldy. Lors de cette mission, sous le thème de la construction d'une paix durable, une série de rencontres étaient organisées avec nos partenaires et différentes organisations et communautés affectées par la violation de leurs droits fondamentaux, notamment par des entreprises. Donner la voix aux personnes concernées a permis de faire découvrir à la délégation le contexte colombien vu par des organisations de défense des droits humains et des syndicats. Un moment fort de la semaine restera la rencontre avec une communauté dont les luttes étaient retracées dans l'étude sur le devoir de vigilance réalisée en février 2022 par Solsoc FOS et IFSI en collaboration avec le CETRI qui mettait en évidence des cas liés à la filière des bananes et au secteur minier en Colombie. Cette riche expérience devrait permettre à tous les membres de la délégation d'enrichir leur travail politique et de mobilisation en Belgique.



### PARTENAIRES AU SÉNÉGAL : DES COMPÉTENCES POINTUES DANS LES MUTUELLES DE SANTÉ

Le Sénégal compte aujourd'hui de nombreux diplômé-es. Ils-elles occupent parfois, au sein des associations, des postes pour lesquels ils-elles sont surqualifié-es, faute d'avoir trouvé du travail dans la fonction publique ou dans les entreprises privées. Le Réseau de mutuelles de santé OYOFAL PAJ, partenaire de Solsoc au Sénégal compte ainsi des compétences pointues insoupçonnées parmi son personnel et celles-ci vont pouvoir être valorisées dans la résolution du problème du logiciel de gestion des mutuelles.

En effet, le succès des mutuelles OYOFAL PAJ est tel qu'il y a actuellement près de 160.000 bénéficiaires, ce qui dépasse les limites de ce qui peut être géré aisément dans un tableur. Par ailleurs, les logiciels proposés par les partenaires techniques ou par l'Etat tardent à être mis en œuvre. En attendant, OYOFAL PAJ a donc décidé d'opter pour une solution plus légère en développant sa propre base de données Access. Cette solution offre l'avantage pour OYOFAL PAJ qu'au moins quatre membres de son équipe assureront la maîtrise de son système de gestion des données et pourront l'adapter eux-mêmes à leurs besoins. Ils-elles peuvent ainsi y adjoindre de façon souple les dernières technologies telles qu'un QR code sur la carte de membre pour une identification directe, et l'accès aux données mutualistes du/de la patient-e et la possibilité de concevoir une application pour tablette et smartphone.



### MOBILISATION POUR LA SORTIE DU TRAITÉ DE LA CHARTE DE L'ÉNERGIE (TCE)

Le 17 novembre, la société civile s'est donné rendez-vous aux abords de la Tour des finances pour rappeler l'importance de sortir du traité de la charte de l'énergie.

Ce traité élaboré il y a près de 30 ans dans le but de protéger et sécuriser les investissements des multinationales actives dans le secteur des énergies fossiles, n'est plus en phase avec nos engagements climatiques et constitue un obstacle à la mise en œuvre de politiques environnementales et sociales ambitieuses. Si plusieurs pays européens dont l'Allemagne et la France ont annoncé leur retrait, la Belgique n'a pas encore suivi. Les réticences concernant son retrait viennent des partis les plus à droite de l'échiquier politique.

Le slogan scandé lors de cette mobilisation est clair : « Évitons l'extinction sortons du TCE », nous exigeons de nos représentants qu'ils prennent leurs responsabilités, respectent leurs engagements et actent le retrait de la Belgique du TCE sans plus attendre. Le jeudi 24 novembre, le Parlement européen a voté une résolution demandant à la Commission de lancer le processus de sortie coordonnée de l'UE du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE), pourvu que celle-ci soit suivi d'effets.

## ► A C T I O N

### UN SALAIRE DÉCENT POUR CELLES ET CEUX QUI FABRIQUENT NOS VÊTEMENTS !

La grande majorité de travailleur-euses du secteur textile dans le monde ne sont pas suffisamment payé-e-s pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ils-elles luttent au quotidien pour se nourrir, se soigner et se loger et cela souvent sans aucun filet de sécurité sociale. Tandis que ces travailleurs-euses, principalement des femmes, sont maintenu-e-s dans la pauvreté, les grandes entreprises continuent de profiter de leur labeur.

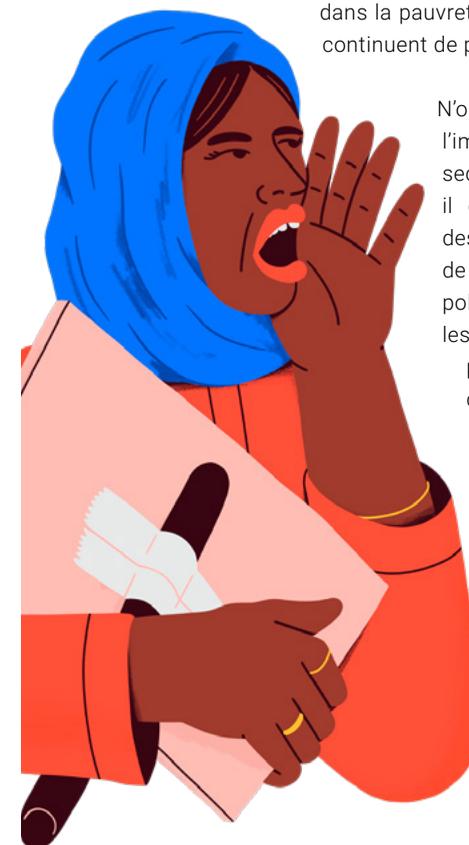


N'oublions pas non plus que l'impact environnemental du secteur textile est énorme : il est responsable de 10% des émissions de gaz à effet de serre et de 20% de la pollution de l'eau au niveau mondial. Cette gigantesque production est rendue possible par les salaires très bas versés aux travailleur-euse-s. Une loi imposant un salaire minimum permettrait de lutter contre la Fast Fashion, qui symbolise un mode de production et de consommation qui n'est plus soutenable.

Pendant longtemps, les marques de mode ont promis de changer de cap, mais sans véritable résultat. Nous ne pouvons plus attendre de mesures volontaires de la part des marques, l'industrie doit être réglementée et tenue pour responsable.

« Good Clothes Fair Pay » est une initiative citoyenne européenne visant à interpeller la Commission européenne pour introduire une législation exigeant que les marques et les détaillants du secteur de l'habillement garantissent que les travailleurs reçoivent un salaire décent.

**Chaque voix compte ! Signez l'initiative : [www.goodclothesfairpay.eu](http://www.goodclothesfairpay.eu)**



## MEILLEURS VŒUX !

Joyeuses fêtes de fin d'année! L'équipe de Solsoc vous souhaite une année 2023 remplie de partages, de solidarité et de mobilisation pour la justice sociale !

Merci pour votre soutien et votre contribution à la campagne 11.11.11 qui s'annonce très positive. Ce soutien nous encourage à poursuivre notre engagement et à œuvrer pour un monde plus juste et plus durable !

**Tant que  
vous aurez  
des projets,  
nous serons  
là pour  
les assurer.**



**Allons de l'avant**